

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	61	19

N° de la séance : 30

Objet de la délibération : Assainissement - Station d'épuration d'AQUAVIVA - Admission, contrôle et traitement des sous-produits d'assainissement générés par les activités de la régie de la Direction Assainissement de la CASA - Convention

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.101

Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), notamment prise en son article 66 ;

VU la délibération n°CC.2019.033 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de la compétence « Assainissement des Eaux Usées » par la C.A.S.A, en lieu et place de ses communes-membres ;

VU la délibération n°00-7 en date du 17 mai 2019, par laquelle le Conseil Municipal de la Ville d'Antibes Juan-les-Pins a autorisé le transfert de la compétence « Assainissement des Eaux Usées » à la C.A.S.A ;

VU la demande émise par la commune d'Antibes-Juan Les Pins, adressée à la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, en vue d'obtenir un accord sur l'accueil, par la station d'épuration AQUAVIVA, des sous-produits d'assainissement générés par les activités de curage des réseaux d'assainissement par les équipes communales ;

VU l'accord favorable rendu par la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, en date du 17 juillet 2019 ;

Considérant que le site de dépotage de la station d'épuration « AQUAVIVA », construite sur la commune de Mandelieu-La Napoule, est dimensionné pour recevoir les sous-produits d'assainissement issus du territoire géographique de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins ;

Considérant que le 1^{er} janvier 2009, son exploitation a été confiée par la CACPL, maître d'ouvrage de la station, à la société SUEZ EAU France par voie de contrat de délégation de service public (DSP). Par modification de l'article 23 de ce contrat de DSP, le mode de fonctionnement de la station a été transformé, incluant en cas de surcapacités et de façon temporaire, une ouverture du site de dépotage aux communes extérieures à la CACPL ;

Afin de pouvoir bénéficier de l'accès à la station d'épuration Aquaviva pour l'admission, le contrôle et le traitement de ses sous-produits d'assainissement, la C.A.S.A. se doit d'approuver par voie de convention, les conditions techniques, administratives et financières du règlement de la station d'épuration Aquaviva.

Ladite convention fixe notamment les niveaux de majoration des prix en cas d'évènement exceptionnel nécessitant un accès au site de dépotage à des horaires autres : majoration de 50 % s'appliquant sur les prix PG (Prix Graisses) et PC (Prix matières de Curage) selon la nature des déchets, ainsi qu'une durée d'accueil des sous-produits d'assainissement, sans qu'elle n'excède le 31 décembre 2028, échéance du contrat de délégation du service public visé ci-avant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention relative à l'accueil des sous-produits d'assainissement générés par la C.A.S.A, et par voie de conséquence le « Règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits d'assainissement du site de dépotage de la station d'épuration Aquaviva », dont les projets sont joints en annexe ;

- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'Eau et l'Assainissement à signer les règlement et convention précités.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention relative à l'accueil des sous-produits d'assainissement générés par la C.A.S.A, et par voie de conséquence le « Règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits d'assainissement du site de dépotage de la station d'épuration Aquaviva », dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'Eau et l'Assainissement à signer les règlement et convention précités.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**Convention pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits
d'assainissement générés par les activités de la régie Assainissement des Eaux Usées de
la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A) à la station d'épuration
d'AQUAVIVA de MANDELIEU**

ENTRE

La Société SUEZ EAU FRANCE, société à actions simplifiée au capital de **422 224 040 €**, ayant son siège social à la **Tour CB 21 – 16, place de l'Iris – 92040 Paris la Défense**, inscrite au registre du commerce et des sociétés de **Nanterre** sous le numéro **410 034 607 03064**, représentée par **Madame Laurence PEREZ**, agissant en qualité de Directeur de la Région Provence Alpes Côte d'Azur en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués, ci-après dénommée « l'Exploitant »,

D'une part

ET

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Vice-Président délégué à l'Eau et l'Assainissement, Monsieur Joseph CERARO, agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération n° CC.2021.XXXX du Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2021.

D'autre part

PREAMBULE

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM);

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), notamment prise en son article 66;

VU la délibération n°CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019, dans laquelle le Conseil Communautaire décide l'exercice de la compétence « Assainissement des Eaux Usées » par la C.A.S.A, en lieu et place de ses communes-membres;

VU la délibération n°00-7 en date du 17 mai 2019, dans laquelle le Conseil Municipal autorise le transfert de la compétence « Assainissement des Eaux Usées » par la commune d'Antibes-Juan Les Pins, au bénéfice de la C.A.S.A;

VU la demande émise par la commune d'Antibes-Juan Les Pins, adressée à la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, en vue d'obtenir un accord sur l'accueil, par la station d'épuration AQUAVIVA, des sous-produits d'assainissement générés par les activités de curage des réseaux d'assainissement par les équipes communales ;

VU l'accord favorable rendu par la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, en date du 17 juillet 2019;

Considérant que le site de dépotage de la station d'épuration « AQUAVIVA », construite sur la commune de Mandelieu-La Napoule, est dimensionné pour recevoir les sous-produits d'assainissement issus du territoire géographique de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (CACPL).

Considérant que le 1^{er} janvier 2009, son exploitation a été confiée par la CACPL, maître d'ouvrage de la station, à la société SUEZ EAU France par voie de contrat de délégation de service public (DSP). Par modification de l'article 23 de ce contrat de DSP, le mode de fonctionnement de la station a été transformé, incluant en cas de surcapacités et de façon temporaire, une ouverture du site de dépotage aux communes extérieures à la C.A.C.P.L.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet :

- D'approuver le « Règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits d'assainissement de la station d'épuration Aquaviva », version du 14 septembre 2020, établi par la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et la Société SUEZ Eau France,
- De préciser certaines modalités administratives et financières pour la gestion spécifique des sous-produits générés par les activités de curage en régie de la Direction Assainissement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Article 2 – Approbation du règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits d'assainissement - Station d'épuration Aquaviva

L'intégralité des conditions techniques, administratives et financières du « Règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits d'assainissement station d'épuration Aquaviva », version du 14 septembre 2020, est approuvée.

Article 2 - Modalités financières spécifiques

En cas d'événement exceptionnel nécessitant un accès au site de dépotage à des horaires autres que ceux mentionnés au paragraphe 3.2 dudit règlement, il sera appliqué **une majoration de 50% s'appliquant sur les prix PG et PC** selon la nature des déchets précisée au paragraphe 8.1 du règlement.

Article 3 - Durée et modalités de résiliation

3-1 Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de sa date de notification, et après accomplissement des formalités obligatoires de publicité.

Elle est conclue pour une durée d'un an, à compter de sa notification.

Elle est reconductible tacitement, par période d'un (1) an, sans que sa durée maximale n'excède la date limite du 31 décembre 2028.

3-2 Modalités de résiliation

La convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, dès lors qu'un préavis de trois mois est respecté, avant l'échéance de la date anniversaire.

La résiliation devra être formalisée par l'envoi d'un courrier recommandé avec avis de réception, à la partie cocontractante.

Fait en deux exemplaires originaux.

A, le

**Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia-Antipolis**

**Joseph CESARO
Vice-Président délégué
A l'Eau et l'Assainissement**

Pour la Société SUEZ EAU France

**Madame Laurence PEREZ
Directrice Régionale**



Table des matières

1.	Appellations	- 3 -
2.	Objet.....	- 3 -
2.1.	Vocation du site de dépotage.....	- 3 -
2.2.	Règlement.....	- 4 -
3.	Contraintes d'accès à respecter	- 4 -
3.1.	Lieu de réception	- 4 -
3.2.	Heures d'ouverture.....	- 4 -
4.	Contrôle et traçabilité du dépotage	- 5 -
4.1.	Obtention de l'autorisation de dépotage STEU AQUAVIVA.....	- 5 -
4.2.	Bordereau d'identification et de suivi des sous-produits de l'assainissement	- 6 -
4.3.	Conditions de dépotage.....	- 7 -
4.4.	Attestation réglementaire émise par l'Exploitant.....	- 8 -
5.	Conditions d'admissibilité des sous-produits.....	- 8 -
5.1.	Déchets limitativement admis.....	- 8 -
5.2.	Caractéristiques des sous-produits de l'assainissement admis.....	- 9 -
5.3.	Quantités admissibles.....	- 10 -
5.4.	Contrôle	- 11 -
6.	Responsabilité - Assurances.....	- 11 -
7.	Sanctions encourues	- 12 -
8.	Conditions financières.....	- 13 -
8.1.	Prix de la prestation.....	- 13 -
8.2.	Révision de prix.....	- 14 -
8.3.	Facturation	- 15 -
9.	Modification du règlement	- 15 -
10.	Application	- 16 -
	Annexe 1 : Arrêté préfectoral n°2016-004 du 26/01/2016 station d'épuration AQUAVIVA.....	-18-
	Annexe 2 : Règlement assainissement de la CAPL.....	-34-
	Annexe 3 : Listes des documents administratifs à transmettre pour obtention de son autorisation de dépotage et accès sur la station d'épuration AQUAVIVA.....	-35-
	Annexe 4 : Protocole de sécurité chargement/Déchargement sur la station d'épuration AQUAVIVA.....	-36-
	Annexe 5 : Bordereau de suivi de déchets.....	-44-
	Annexe 6 : Règlement intérieur du site.....	-47-
	Annexe 7 : Seuils qualitatifs des sous-produits de l'assainissement à respecter.....	-48-

Préambule

La station d'épuration d'AQUAVIVA, située à Mandelieu et autorisée par arrêté préfectoral n°2016-04 en date du 26/01/2016, (cf annexe 1) est sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Pays de Lerins, désignée « LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION » et en a confié l'exploitation à la société SUEZ EAU FRANCE, désignée « L'EXPLOITANT », au titre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'une concession nommée « AQUAVIVA » en date du 01/01/2009.

Conformément aux dispositions de l'article 23 du contrat de délégation de service public l'Exploitant accueille, dans les capacités disponibles des installations, les sous-produits de l'assainissement de l'Etablissement.

Considérant que l'Etablissement souhaite évacuer des sous-produits de l'assainissement (produits de curage, graisses, matières de vidange) et que la station d'épuration d'Aquaviva est en mesure de les traiter, le règlement ci-dessous fixe les conditions de ces opérations.

1. Appellations

L'appellation « Communauté d'Agglomération » désigne le maître d'ouvrage de la station d'épuration d'Aquaviva où sont réalisés les dépotages, soit la CACPL dont l'Etablissement est situé à Cannes.

L'appellation « Exploitant » désigne l'exploitant de la station d'épuration d'Aquaviva où sont réalisés les dépotages, soit la société SUEZ EAU FRANCE dont l'Etablissement est situé à Mougins.

L'appellation « Etablissement » désigne l'entreprise de vidange. Ces professionnels sont appelés couramment « vidangeurs » ou « cureurs ».

Les installations de dépotage sont regroupées sous les termes « dépotage » ou « site de dépotage ».

L'appellation « station d'épuration », appelée aussi « station » désigne l'ensemble du site et des installations de la station d'épuration Aquaviva à Mandelieu.

Ce règlement est communément appelé « règlement de dépotage ».

Les déchets admis sont des matières de vidange (20 03 04), des produits de curage et assimilés (19 08 01, 19 08 02, 20 03 06), et des graisses (19 08 09), et peuvent être également appelées sous-produits de l'assainissement.

2. Objet

2.1. *Vocation du site de dépotage*

Le site de dépotage d'Aquaviva a été construit et dimensionné pour recevoir les sous-produits de l'assainissement issus du territoire géographique de la CAPL. Les surcapacités temporaires sont ouvertes aux communes extérieures au syndicat.

D'une manière générale, les sous-produits de l'assainissement seront acceptés sur AQUAVIVA, sous réserve des limites de capacité des équipements existants, et resteront prioritaires, les matières

extérieures collectées sur le périmètre du bassin versant AQUAVIVA (Cannes, Auribeau, La Roquette, Théoule, Mandelieu, Mougins, Pégomas, Le Cannet).

Il est précisé que cette opération est réalisée dans les conditions et limites des présentes et à titre accessoire par rapport au traitement d'eaux usées domestiques collectées sur le périmètre des communes membres de la CAPL qui reste la vocation prioritaire de la STEU.

2.2. Règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières dans lesquelles l'Exploitant et la Communauté d'Agglomération autorisent l'Etablissement à procéder au dépotage des sous-produits de l'assainissement de l'Etablissement en vue de leur traitement sur la station d'épuration AQUAVIVA.

Cette activité n'est pas un service public obligatoire. Elle est proposée aux seuls professionnels de l'assainissement et dans un souci de préservation de l'environnement.

Il n'y a pas d'obligation :

- de réception de la part de l'Exploitant autre que celles définies dans le présent règlement,
- d'utilisation exclusive de la part des professionnels de l'assainissement.

En outre, le présent règlement s'appuie :

- Sur le règlement d'assainissement figurant en annexe 2 que l'ensemble des professionnels de l'assainissement est réputé connaître.
- Et conformément à l'arrêté du 07/09/2009 relatif à la prise en charge, le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

A ce titre, le rejet des sous-produits de l'assainissement ne peut être effectué que dans des lieux autorisés et leur déversement est interdit dans le réseau d'assainissement et le réseau pluvial.

3. Contraintes d'accès à respecter

3.1. Lieu de réception

Le site de dépotage est implanté sur la station d'épuration d'Aquaviva à Mandelieu, 1122 avenue Gaston de Fontmichel, 06210 Mandelieu.

Lors de son arrivée, l'Etablissement est pris en charge par un agent de l'Exploitant pour réaliser les formalités administratives dans un premier temps puis procéder au dépotage ensuite.

3.2. Heures d'ouverture

Le dépotage est ouvert du :

- Lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00,
- Et le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

L'arrivée du dernier camion est fixée à 30 minutes avant la fermeture soit 11h30 ou 16h30 (16h00 le vendredi).

Le dépotage est fermé les week-ends et jours fériés.

L'Etablissement s'engage à respecter les horaires de dépotage sur la station durant les jours ouvrés, en prenant en considération le temps requis pour l'Exploitant à la prise en charge du dépotage.

En cas d'événement exceptionnel nécessitant un accès au site de dépotage à des horaires autres, l'Etablissement devra émettre une demande à l'Exploitant. En fonction des jours et horaires demandés il pourra être appliqué une majoration au coût de traitement (sur devis).

L'Exploitant s'engage à informer préalablement par mail à l'avance l'Etablissement de toute fermeture partielle ou totale du dépotage ainsi que de la reprise normale de l'activité.

Toute modification ponctuelle d'horaire est signalée aux Etablissements par tout moyen, y compris affichage au niveau du pont de pesée.

Les horaires peuvent être modifiés en cas de :

- pont, fêtes, veille ou lendemain de fêtes,
- problèmes techniques, maintenance de la station.

Dans l'éventualité d'un arrêt des ouvrages ou équipements de la station d'épuration rendant impossible l'exécution du présent règlement, l'Exploitant en avisera sans délai l'Etablissement ainsi que la CACPL. Cet événement ne donnera lieu à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

4. Contrôle et traçabilité du dépotage

4.1. *Obtention de l'autorisation de dépotage STEU AQUAVIVA*

Tout Etablissement doit disposer d'une autorisation de dépotage et d'accès à la station. Pour cela, il en fait la demande par mail à l'Exploitant auprès du Responsable de la station d'épuration d'Aquaviva.

Responsable de la station d'épuration d'AQUAVIVA : Mme NOBLE Charlène, Email : charlene.noble@suez.com

A réception, un dossier complet est adressé à l'Etablissement (cf annexe 3). Il comprendra :

- Le présent règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits de l'assainissement à la station d'épuration d'Aquaviva, qui devra être retourné signé, tamponné et complété attestant que l'Etablissement a pris connaissance du règlement et s'engage à le respecter,
- Le protocole sécurité Chargement-Déchargement (cf annexe 4 du règlement).
Ce document a pour objet de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et le matériel de l'exploitant et l'opération de chargement et de déchargement du professionnel de l'assainissement. Il comprend toutes les informations utiles à l'évaluation des risques de toutes natures générés par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de sa réalisation. Il intègre un plan du Site de dépotage et de la Station d'épuration. Il doit être signé et tamponné par l'Etablissement.
- L'Etablissement devra retourner le dossier complet d'autorisation avant le premier dépotage en ayant joint également :
 - Son numéro de SIRET, code APE,
 - La copie de son numéro d'agrément obtenu en Préfecture pour l'exercice de son activité de transport par route de déchets. Une copie de ce document devra, par ailleurs, être disponible dans chacun des véhicules de l'Etablissement,

- La liste des camions de la flotte de l'Etablissement susceptibles de venir sur la station (type et immatriculation), tamponnée et signée afin de créer les badges correspondant,
- Une attestation qui devra préciser :
 - Le volume annuel prévisionnel envisagé dépoté par sous-produit
 - A préciser volume annuel prévisionnel maximal de dépotage en tonnes et par nature
 - Le secteur de provenance et l'origine des sous-produits
 - Une attestation d'assurance mentionnant le montant et le type d'assurance pour les dommages corporels, matériels, et immatériels et notamment les dommages causés par les camions et les sous-produits aux ouvrages de la station d'épuration et susceptibles d'avoir des impacts sur le fonctionnement du service public.

Les éléments administratifs transmis seront actualisés autant que de besoin préalablement à tout changement par l'Etablissement et transmis à l'Exploitant.

Cette autorisation de dépotage et d'accès au site sera valable UN AN et reconductible tacitement chaque année si le professionnel de l'assainissement a effectué au moins un dépotage dans l'année considérée.

4.2. Bordereau d'identification et de suivi des sous-produits de l'assainissement

L'Etablissement est garant de la traçabilité du sous-produit ou regroupement de sous-produits de même nature provenant de lieux ou de producteurs différents.

A ce titre, il remet obligatoirement à l'entrée du site de dépotage le ou les bordereau(x) d'identification et de suivi des sous-produits de l'assainissement correspondants par lieux de pompage et producteur dûment rempli(s) par le ou les producteur(s) concerné(s) et l'Etablissement, selon modèle figurant en annexe 5.

Les parties « Collecteur » et « Transporteur » du bordereau doivent être convenablement remplies : les adresses complètes, nom des responsables à contacter si problème, signature des documents, le code déchets doit être indiqué par le producteur selon le décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.

Ces bordereaux sont complétés par l'Exploitant pour la partie traitement et retournés aux producteurs par le professionnel de l'assainissement.

Si les sous-produits apportés font l'objet d'un refus de l'Exploitant à l'entrée du site de dépotage, l'Etablissement prendra en charge à ses frais son élimination dans des conditions conformes à la réglementation.

Le bordereau est établi en 3 exemplaires par l'intermédiaire d'un carnet à souche.

Afin de garantir une traçabilité des déchets optimale, un carnet à souche non falsifiable de type « duplicant » sera exigé à l'entrée de la station d'épuration Aquaviva.

- le volet n°1 est conservé par le producteur lors de la prise en charge de son produit par le professionnel de l'assainissement,

- le volet n°2 est conservé par l'Exploitant du site de dépotage ayant accepté le sous-produit,
 - le volet n°3 est conservé par l'Etablissement. Une copie devra être retournée au producteur, après que le sous-produit ait été pris en charge par le site de dépotage.
- L'Exploitant se réserve le droit de vérifier que le producteur du sous-produit a bien reçu ce volet. En cas de manquement à cette obligation de transmission, l'Etablissement s'exposerait à une sanction.

4.3. Conditions de dépotage

Les installations auxquelles l'Etablissement a accès lui sont indiquées lors de son acceptation sur le site. Toute modification lui est signalée. L'Etablissement est accompagné systématiquement d'un agent de la station.

L'Etablissement s'engage à respecter le règlement intérieur du site (cf annexe 6) et à :

- laisser le site propre après chaque dépotage et à respecter le matériel mis à sa disposition,
- respecter le personnel de l'Exploitant,
- respecter le protocole sécurité chargement/déchargement qu'il a signé,
- respecter le plan d'accès et les règles de circulation en vigueur sur la station d'épuration,
- accéder exclusivement aux aires de dépotages et aux bureaux d'exploitation.

Le lavage général des véhicules est interdit.

En cas de refus de dépotage, l'Etablissement assurera lui-même à ses frais le nettoyage du poste de déchargement qu'il a dégradé ou laissé sali (caniveau de réception, dégrillage et abords du poste) dans les vingt-quatre heures (24) après la reprise du volume du déchet refusé par l'Exploitant.

Pour toute détérioration d'un équipement, ouvrage ou élément du Site lors des opérations de transport, de livraison et de dépotage il sera fait application des sanctions de l'article 7 du présent règlement.

L'Etablissement devra faire :

- Une déclaration immédiate auprès d'un agent d'exploitation du site,
- Un constat contradictoire devra être établi entre l'Exploitant et l'Etablissement (site muni de caméras),
- L'établissement devra rembourser les frais engagés par l'Exploitant pour la remise en état de ses installations de traitement suite à leur détérioration (process, exploitation, matériel, immatériel) sur présentation de justificatif.

En cas de dégradation portant sur d'autres équipements ou zones de la Station d'épuration, l'Exploitant fera intervenir des entreprises de maintenance intervenant couramment sur la Station d'épuration et adressera la facture à l'Etablissement, qui devra s'en acquitter.

L'exploitant s'engage à :

- Veiller à ce que le professionnel de l'assainissement dispose des moyens matériels pour effectuer son dépotage dans les conditions décrites dans le présent règlement.
- À recevoir et à traiter sur la station d'épuration les sous-produits de l'assainissement répondant strictement à l'ensemble des critères d'acceptabilité telles que définies à l'article 5 et aux caractéristiques fixées par le présent règlement, et dans la limite des quantités journalières maximales autorisées pour l'installation quel que soit l'Etablissement.

4.4. Attestation réglementaire émise par l'Exploitant

Dans le cadre de l'arrêté du 07/09/2009 relatif à l'élimination des matières extraites d'installations non collectives, l'Exploitant, se doit d'établir avant le 1^{er} Avril de l'année N+1, une attestation annuelle de prise en charge des matières dépotées par l'Etablissement de curage, en indiquant notamment la quantité de matières dépotées sur la STEU d'AQUAVIVA.

5. Conditions d'admissibilité des sous-produits

La Station d'épuration d'AQUAVIVA est soumise à différentes législations et réglementations (loi sur l'eau, déchets...) et doit donc maîtriser à ce titre la qualité et les quantités des apports entrants des sous-produits de l'assainissement qu'elle accepte de prendre en charge pour traitement.

5.1. Déchets limitativement admis

Sont acceptés **les déchets non dangereux** relevant des rubriques suivantes de la nomenclature déchets (décret 2002-540 du 18 avril 2002) :

- Boues issues de l'assainissement non collectif (20-03-04), c'est à dire les matières de vidange,
- Produits de curage de réseau d'assainissement (20-03-06), égouttés ou non,
- Déchets de dessablage issus de stations d'épuration urbaines (19-08-02),
- Déchets de séparateurs à graisses (19-08-09), hors huiles usagées.

Sont notamment interdits :

- tous produits dangereux tel que défini par le décret « Classification des déchets » (décret 2002-540 du 18 avril 2002 et suivants), en particulier hydrocarbures, acides ou solvants organiques chlorés ou non. - tout produit dont le traitement consisterait en une dilution sans diminution de pollution.
- les radioéléments selon le décret n° 2002-460 du 04 Avril 2002 relatif à la protection des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants.
- les boues issues de l'assainissement collectif ou industriel
- les résidus industriels ou artisanaux
- les lixiviats de décharges

En raison des traitements spécifiques apportés à chaque déchet, seuls les mélanges de déchets suivants sont autorisés :

- déchets relevant du même code déchet issus de lieux de pompage différents,
- produits de curage de réseau et déchets de dessablage.

Tout autre mélange est strictement interdit.

En cas de modification de la filière de traitement ou d'indisponibilité, l'Exploitant se réserve le droit de refuser, temporairement ou définitivement, les déchets mélangés visés ci-avant. Les Etablissements en seront préalablement informés.

Les produits dépotés sont traités comme suit :

- Produits de curage de réseaux d'assainissement et déchets de dessablage : traitement des sables par criblage puis lavage pour valorisation, traitement par la Station d'épuration puis boues.
- Boues issues de l'assainissement non collectif : dégrillage, broyage, traitement par la Station d'épuration puis boues.
- Déchets de séparateurs à graisses : dégrillage, broyage, traitement sur la filière graisse puis traitement par la Station d'épuration puis boues.

La filière de traitement de la station d'épuration comprend :

- Un dégrillage
- Un dessablage - dégraissage,
- Un tamisage
- Un traitement biologique par aération faible charge puis clarification par filtration membranaire.

La filière boue de la station d'épuration comprend :

- Une centrifugation,
- Un séchage des boues.

La filière graisse de la station d'épuration comprend :

- Un traitement par hydrolyse
- Un traitement biologique sur unité Carbofil

5.2. Caractéristiques des sous-produits de l'assainissement admis

Les sous-produits de l'assainissement devront respecter les critères définis ci-dessous :

- les natures, provenances et quantités de produits doivent être conformes aux prescriptions administratives de la station d'épuration (autorisation loi sur l'eau),
- déchet compatible avec le bon fonctionnement des filières de traitement (ni inhibiteur, ni toxiques, produit essentiellement organique, modalités d'exploitation non perturbées ...), et la valorisation des sous-produits d'assainissement réalisée,
- pas d'atteinte à la sécurité et à la santé du personnel d'exploitation et / ou de maintenance,
- pas de dommage du site de dépotage et de la station d'épuration (génie civil, membranes, équipements, fluides...),
- pas plus de 50 ppm de polychlorobiphényles et polychloroterphényles (PCB-PCT)
- pas de déchet radioactif,
- Etre conformes à la rubrique de la nomenclature déchets déclarée,

- pour les Matière de vidange 20-03-04

- pH compris entre 5,5 et 8,5 - Pour les boues liquides, pH compris entre 5,5 et 8,5
- Des restrictions pourront être prises suivant les taux de métaux lourds, chaux ou chlorure ferrique.

- Produits de curage de réseau d'assainissement : déchets de dégrillage (19 08 01), de dessablage issus de station d'épurations urbaines (19-08-02) et nettoyage d'égouts (20-03-06) :

- Phase liquide : pH compris entre 5,5 et 8,5
- Phase solide : sable prépondérant
- Absence d'hydrocarbures, y compris trace détectable à l'oeil ou l'odeur

- **Déchets de séparateurs à graisses (19-08-09) :**

- pH compris entre 4.5 et 6,5
- Densité inférieure ou égale à 0,98
- Des restrictions pourront être prises si les graisses ont un aspect de granulats, sont trop collantes ou solides.

5.3. Quantités admissibles

La quantité admise de sous-produits de l'assainissement est fixée par l'Exploitant selon la capacité de traitement (y compris lors de la maintenance), les règles de fonctionnement de la Station d'épuration, une juste répartition entre l'ensemble des Etablissements de l'assainissement et des règlements que doit respecter l'Exploitant.

L'Exploitant ou la CACPL se réservent le droit de limiter de de refuser, temporairement ou définitivement, les quantités susceptibles d'être dépotées pour des contraintes d'exploitation. Une information préalable sera réalisée.

Capacité maximum journalière de traitement :

	Capacité journalière d'acceptation	Système d'identification	Volume de la fosse de réception
Boues issues de l'assainissement non collectif (20-03-04) les matières de vidange	80 tonnes	Badge	15 m ³
Produits de curage de réseau d'assainissement (19 08 01, 19 08 02, 20-03-06)	20 tonnes	Badge	45 m ³
Déchets de séparateurs à graisses (19-08-09)	10 tonnes	Badge	15 m ³

Pour tout apport inhabituel en quantité, le professionnel de l'assainissement doit prendre contact préalablement avec l'Exploitant. Le demandeur devra attendre l'accord formalisé de l'Exploitant du site de dépotage pour venir dépoter le produit souhaité.

Le délai moyen de réponse à une demande d'apport exceptionnel peut aller jusqu'à quinze jours, après réception du dossier et de ses compléments éventuels.

Dépotage des graisses :

Afin de régulariser le tonnage journalier et le fonctionnement du process, l'Etablissement a obligation de planifier sa venue sur la station AQUAVIVA en prenant rendez-vous auprès de l'Exploitant au numéro prioritaire dédié 04.92.19.44.03.

Tout camion qui se présente pour dépoter des graisses sans avoir pris rendez-vous se verra refuser l'accès au site.

5.4. Contrôle

Dès leur arrivée sur le site de dépotage et avant envoi en traitement, les produits dépotés sont contrôlés par l'Exploitant en présence des transporteurs afin :

- de vérifier la conformité du déchet au bordereau d'identification et de suivi.
- s'assurer que le déchet dépoté est conforme au chapitre 5 du règlement. Les contrôles portent notamment sur l'aspect, l'odeur et le pH. Un contrôle sur la radioactivité sera systématiquement réalisé.

En cas de non-conformité détectée lors du dépotage, l'Exploitant se réserve le droit de :

- Refuser le dépotage ;
- Demander à l'Etablissement, qui sera tenu d'y procéder dans les plus brefs délais, de procéder au pompage de la totalité de l'ouvrage de dépotage et par la suite au nettoyage complet des ouvrages et prendre en charge à ses frais l'élimination des matières dépotées sur un autre site dans le respect de la réglementation en vigueur. Une inscription de refus de prise en charge sera inscrite sur le bordereau d'identification et de suivi du produit.

En cas de doute sur le contrôle effectué, l'échantillon subit des analyses complémentaires. Le camion est autorisé à quitter le site. L'Etablissement et le producteur sont tenus informés dans les plus brefs délais de la suite donnée. Si le produit est non-conforme, l'Etablissement s'engage à venir le reprendre conformément au présent règlement, à ses frais ainsi que ceux inhérents aux coûts analytiques.

Des prélèvements sont effectués par l'Exploitant au cours d'un dépotage sur chaque camion, conservé deux semaines et avec la mention sur chaque échantillon du numéro de badge, de la date et heure du dépotage. En cas d'anomalie quelconque sur la station, l'environnement ou la filière des boues ou sous-produits, l'Exploitant fera procéder à l'analyse des échantillons prélevés par un laboratoire indépendant. Les résultats seront transmis à l'Etablissement.

Les frais de prélèvement et d'analyse seront à la charge de l'Etablissement et seront facturés dans les conditions de l'article 7 du présent règlement.

6. Responsabilité - Assurances

L'Etablissement est responsable des sous-produits de l'assainissement dont il a assuré la collecte, le transport et l'apport sur le Site de dépotage et de la Station d'épuration. Il est à ce titre tenu de respecter l'ensemble des droits et obligations qui pèsent sur lui au titre de la réglementation et du présent règlement.

Il répond pour lui-même, ses agents, ses préposés et ses sous-traitants, de ses fautes de gestion, négligences ou manquement dès lors qu'ils constituent la cause des dommages, directs ou indirects subis par la Communauté d'Agglomération et/ou l'Exploitant. Il est également responsable des dommages causés à l'environnement provoqués directement ou indirectement par les substances introduites sur le site de dépotage et la Station d'épuration.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à fournir, à la première requête, toutes les informations concernant les sous-produits de l'assainissement pendant la période correspondant au rejet dépotage incriminé. Il s'oblige à prendre en charge le coût des travaux engagés par l'Exploitant et/ou la Communauté

d'Agglomération pour remédier aux dommages occasionnés aux ouvrages de la station d'épuration, au milieu naturel ou à la mise en place d'une filière alternative de stockage, transport et traitement pour le traitement des boues de la station d'épuration affectées par les dépotages.

La responsabilité de l'Exploitant ne peut être engagée que si l'Etablissement démontre que les dommages sont directement et exclusivement imputables à une faute ou à un manquement exclusif de l'Exploitant.

Dans le cas où, la responsabilité de la Communauté d'Agglomération ou de l'Exploitant serait recherchée en raison des matières ou substances visées par le présent règlement ou apportées par le professionnel de l'assainissement sur la station en violation du présent règlement, le professionnel de l'assainissement se substituera à première demande à la Communauté d'Agglomération et/ou à l'Exploitant dans toutes les actions civiles ou pénales.

Tous dommages sur le process, exploitation, matériel ou immatériel de la station d'épuration d'Aquaviva, du aux interventions des engins de l'Etablissement de curage, ainsi que de son personnel :

- Devra être déclaré immédiatement auprès d'un agent d'exploitation du site. En cas de constat de dommage non déclaré il sera fait application des sanctions définies à l'article 7 du présent règlement,
- Un constat contradictoire devra être établi entre l'Exploitant et l'Etablissement,
- L'Etablissement devra rembourser les frais engagés par l'Exploitant pour la remise en état de ses installations de traitement suite à leur détérioration (process, exploitation, matériel ou immatériel).

L'Etablissement transmettra dans son dossier d'autorisation de dépotage visé à l'article 4.1 sa déclaration transport et son attestation d'assurance. Avant le 1^{er} mars de chaque année, il transmettra une attestation d'assurance actualisée à l'Exploitant. La même obligation pèse sur lui pour tout nouveau récépissé de déclaration de transport..

7. Sanctions encourues

Des sanctions seront appliquées de plein droit par l'Exploitant à l'Etablissement, sans préjudice s'il y a lieu de dommages et intérêts.

L'Exploitant notifiera un manquement par lettre Recommandée avec AR à l'Etablissement (avec copie CACPL par mail) dans l'un des cas de suivants :

- déversement illicite
 - fausse déclaration sur la nature du déchet
 - apport de déchet non conforme
 - non-respect des consignes relatives à la Station d'épuration ou délivrées par l'Exploitant
 - détérioration légère de l'un des équipements de la Station d'épuration ;
- **Déversement illicite dans le réseau**
Tout produit déversé de manière illicite dans le réseau raccordé à la station d'épuration Aquaviva, constaté par les agents de la Communauté d'Agglomération ou de l'Exploitant.
Pénalité : 3000 € HT/déversement
- **Mélange illicite** de différentes matières exogènes ou présence de substances autre que les matières exogènes admises au titre du présent règlement.

Pénalité : 3000 € HT/par constat

- **Non-respect des critères d'acceptabilité d'analyse** figurant à l'article 5.4 et annexe 7 démontrant une non-conformité
Pénalité : 1000 € HT/par paramètre non conforme.
- **En cas de récidive**, l'Exploitant se réserve le droit de suspendre les dépotages pendant une durée d'un (1) mois de tous les camions de l'Etablissement à compter de la notification par le responsable de l'exploitation.

Les pénalités sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable. Elles sont facturées tous les mois.

- **Non-respect du règlement du site**

Le premier manquement sera notifié par l'Exploitant à l'Etablissement. Au bout du deuxième manquement l'Exploitant notifiera une exclusion du site de tous les camions de l'Etablissement pendant un (1) mois.

En cas de manquement grave, l'Exploitant notifiera par lettre Recommandée avec AR la suspension des dépotages de tous les camions de l'Etablissement (avec copie CACPL par mail) en indiquant la période de suspension dans la présente lettre, sans préjudice de l'obligation pour l'Etablissement de s'acquitter des factures correspondantes aux prestations réalisées.

Sont considérés comme manquements graves :

- absence de déclaration de détérioration des installations
- détérioration des installations (selon la gravité),
- non reprise de déchet non conforme après dépotage, erreur sur le BDS
- absence de remise en état après dégradation ou non-paiement de la facture correspondante,
- non-paiement de factures
- non-respect du protocole de sécurité

Après accord de la Communauté d'Agglomération, l'Exploitant peut notifier la suspension définitive des dépotages d'un Etablissement en cas de manquements graves et/ou répétés.

8. Conditions financières

8.1. Prix de la prestation

L'apport de sous-produits de l'assainissement en vue de leur traitement donne lieu au paiement d'un prix, lequel est calculé en tenant compte :

- volume des déchets apportés, calculé à partir des pesées réalisées sur le pont bascule conforme aux transactions commerciales,
- type de déchets selon nomenclature, et donnant lieu à un traitement tel que décrit ci-avant.

Ce prix couvre l'ensemble des prestations réalisées par l'Exploitant, soit le traitement, le suivi et le contrôle de toutes les opérations de prise en charge des déchets. Ce prix inclut également une part revenant à la Communauté d'Agglomération propriétaire des ouvrages de service public.

Catégorie	Tarifs au 01/01/2020
Prix matières de vidange et assimilés (MV pour matières de vidange) N° de déchet : 20 03 04	PMV = 18,41 HT € / t
Prix matières de curage et assimilés (PC pour produits de curage et assimilés) N° de déchet : 20 03 06	PPC = 73,64 HT € / t
Prix graisses (PG pour des déchets de type séparateur à graisses) N° de déchet : 19 08 09	PG = 98,19 HT € / t

Remarque sur l'évolution temporaire des prix d'évacuation des refus de grille :

En regard des difficultés d'évacuation des sous-produits de curages dans le département et la région sud, SUEZ EAU FRANCE s'est attaché à identifier les exutoires acceptant les refus de grille de la station Aquaviva.

A ce jour deux exutoires sont identifiés, les prix d'évacuation sont supérieurs aux prix de l'exutoire historique et engendrent une augmentation des coûts d'acceptation des produits de curage pendant toute la durée de restriction des évacuations. Le tableau ci-dessous présente les nouveaux coûts d'acceptation des produits de curage :

Transport et traitement exutoire n°1	110 HT € / t
Transport et traitement exutoire n°2	270 HT € / t

Le coût de traitement mensuel variera en fonction des volumes acceptés par les différents exutoires. Il s'agit d'un prix pondéré mensuel à partir des volumes et du coût. Le prix sera calculé par nos soins et pourra varier de 110 à 270 HT € / t concernant les produits de curage hors CACPL. Il est entendu que SUEZ EAU France cherchera systématiquement l'exutoire le moins onéreux.

8.2. Révision de prix

Les prix sont révisés semestriellement au 1er janvier et au 1er juillet de chaque année. L'Exploitant s'engage à en informer le professionnel de l'assainissement.

Le tarif applicable pour la période n sera actualisé dans les conditions du contrat de délégation de service public pour la Collectivité en date du 01/01/2009 par l'application des formules suivantes :

$$PMV=k*PMV0$$

$$PPC=k*PPC0$$

$$PG=k*PG0$$

Au 01/07/2015 la formule indiciaire est la suivante :

$$k = 0,125 + 0,22 \frac{ICHT - En * 1,43}{ICHTTS1o} + 0,225 \frac{351107n}{40.10.10o} + 0,16 \frac{BE0000n * 1,064}{PPIFo} + 0,17 \frac{FSD2n}{FSD2o} + 0,10 \frac{205000n * 1,0183}{EF - 43 - 00o}$$

- ICHTS1 remplacé par ICHT-E avec coefficient de raccordement 1,43 : Indice national du coût horaire, tous salariés, charges salariales comprises.
- 40.10.10 remplacé par 35.1107: représente l'indice du prix de l'électricité moyenne tension - tarif vert avec coefficient de raccordement 1,0332
- PPIF remplacé par BE0000 avec coefficient de raccordement 1,064: représente l'indice des prix à la production industrie France
- FSD2 : indice des frais et services divers, modèle de référence « 2 »
- EF-43-00 remplacé par 205000 avec coefficient de raccordement 1,0183 : indice de produits de la parachimie
- n : nombre d'année depuis la prise d'effet du contrat

La valeur de base des paramètres indice 0 est celle connue dans les conditions du contrat de délégation de service public pour la Collectivité en date du 01/01/2009.

8.3. Facturation

La facturation est établie par l'Exploitant et reprend les bons de pesée et les types de sous-produits. Elle est mensuelle et donne lieu à paiement dans un délai de 45 jours à compter de la date d'émission.

Les pénalités sont applicables de plein droits et sans mise en demeure préalable dès le premier jour de retard.

Des sanctions seront prises en cas de non-exécution de la remise en état ou de son non-paiement.

9. Modification du règlement

La Communauté d'Agglomération et l'Exploitant se réservent le droit de modifier le présent règlement dans l'un des cas suivants :

- Modification réglementaire ou législative imposant de nouvelles contraintes tant sur le plan technique que financier, y inclus en cas de changement dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de la station d'épuration ;
- Apports supplémentaires de pollution ou d'effluents domestiques à la station d'épuration, notamment suite à de nouveaux raccordements rendant impossible le maintien des conditions actuellement arrêtées par le présent règlement ;
- Modification des conditions d'exploitation rendant impossible la poursuite de l'application du règlement dans les conditions actuelles.

Dans l'un de ces cas, la Communauté d'Agglomération ou l'Exploitant (avec copie CACPL) adressera une lettre motivée à l'Etablissement en lui indiquant le motif de la modification envisagée et le nouveau règlement. Si dans un délai de (30 jours) à compter de la date d'envoi, le règlement n'est pas signé par l'Etablissement, la Communauté d'agglomération ou l'Exploitant se réserve le droit de suspendre l'autorisation de dépotage et d'accès de l'Etablissement au site.

10. Application

Les dispositions du présent règlement sont applicables dès sa parution.

Règlement Version du 18 /03/20.



Pour SUEZ EAU France

Emmanuel CARRIER

Directeur Adjoint de l'agence Côte d'Azur.

ENGAGEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Je soussigné _____, gérant de l'Etablissement «Société_2»
atteste sur l'honneur avoir pris connaissance du règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement
des sous-produits de l'assainissement sur la station d'épuration d'AQUAVIVA et de ses annexes associées
(version du 18/03/20) et m'engage à le respecter et à le faire respecter par l'ensemble des agents, préposés
et sous-traitants de l'Etablissement.

Pour L'Etablissement : «Société_2»

Le Gérant

Nom :

Date :

Signature + tampon :

ANNEXE 1

Arrêté préfectoral n°2016-04 du 26/01/2016 station d'épuration AQUAVIVA



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction Départementale des Territoires
et de la Mer des Alpes-Maritimes

service de l'eau et des risques
N/Réf : DDTM-SER-PRE-AP N°2016-04

ARRÊTE PRÉFECTORAL D'AUTORISATION

Agglomération d'assainissement de Cannes

**Le Préfet des Alpes-Maritimes, Officier
de la Légion d'Honneur, Officier de
l'Ordre National du Mérite,**

Vu la directive européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

Vu la directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade ;

Vu la directive 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre « stratégie pour le milieu marin ») ;

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2006/11/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

Vu la convention de Barcelone pour la protection du milieu marin et du littoral méditerranéen adoptée le 10 juin 1995 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-6, L.2224-8, L.2224-10 à 13 et L.2224-17, R.2224-6 à R.2224-17 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.120-1, L.211-2, L.211-3, L.214-1 à L.214-3, L. 214-4-I à III, L.214-6 et L.214-8, R.211-94, R.211-95, R.214-1, R.214-6 à R.214-40 ; Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-1 à L.1331-7 et L.1331-10 ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 20 novembre 2009 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 22 mai 2008 ne précisait pas le périmètre des responsabilités de chaque collectivité au sein de l'agglomération d'assainissement,

Considérant que les caractéristiques de dimensionnement indiquées dans l'arrêté préfectoral du 22 mai 2008 rédigés plus de trois ans avant la construction ne correspondent pas aux capacités de l'ouvrage,

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION – MAITRISES D'OUVRAGES

Le périmètre de l'agglomération d'assainissement du bassin cannois est déterminé par l'ensemble des réseaux connectés à la station d'épuration « Aquaviva ».

La présente autorisation d'exploitation fixe les prescriptions générales et particulières applicables à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées de l'agglomération d'assainissement qui s'imposent aux 5 maîtres d'ouvrage de l'agglomération :

Maître d'ouvrage	Compétence	Réseau(x)	Coordonnateur
SIAUBC (Syndicat Intercommunal d'Assainissement Unifié du Bassin Cannois) 28 Bd du Midi Louise Moreau 06150 CANNES LA BOCCA	— Traitement — Collecte	— Auribeau sur Siagne — La Roquette sur Siagne — Cannes — Théoule sur Mer (partiel)	SIAUBC
Mougins 72 Chemin de l'Horizon – BP 100 06251 MOUGINS CEDEX	— Collecte	— Mougins (partiel)	
Pégomas 205 avenue Lucien Funel 06580 PEGOMAS	— Collecte	— Pégomas	
Mandelieu la Napoule Avenue de la République – BP 46 06212 MANDELIEU LA NAPOULE	— Collecte	— Mandelieu la Napoule	
Le Cannet 20 Bd Sadi Carnot 06115 LE CANNET CEDEX	— Collecte	— Le Cannet	

Organisation des maîtres d'ouvrage.

Les maîtres d'ouvrage ont l'obligation de se concerter pour l'édiction des règles communes devant permettre de satisfaire aux prescriptions du présent arrêté.

Les maîtres d'ouvrage compétents en matière de collecte des eaux usées s'organisent pour faciliter la tâche du maître d'ouvrage responsable de la coordination:

- ils lui communiquent l'ensemble des informations, documents, données, plans devant lui permettre l'élaboration des documents consolidés relevant obligatoirement de l'échelle du système de collecte (plans des réseaux, manuel d'autosurveillance, bilan de fonctionnement, diagnostic permanent ...);
- ils répercutent ces dispositions autant que nécessaire à leurs représentants et prestataires de services en vue de simplifier et d'optimiser les procédures de transmission des informations.

Le maître d'ouvrage en charge de la coordination est tenu de mettre à disposition des maîtres d'ouvrage compétents en matière de collecte des eaux usées et de la manière la plus simple possible l'ensemble des informations relatives au système d'assainissement.

Les maîtres d'ouvrage ont un égal droit d'accès aux informations concernant le système d'assainissement.

Dans le présent arrêté, les expressions « le maître d'ouvrage », « les maîtres d'ouvrage » sont employées de manière générique. Elles désignent tout aussi bien selon les cas de figures :

- chacun des cinq maîtres d'ouvrage en tant que chacun d'eux doit respecter les prescriptions de l'arrêté sur son territoire de compétence,
- que l'ensemble des cinq maîtres d'ouvrage considérés comme un seul en tant qu'ils doivent parler d'une seule voix, agir d'un seul tenant, ou encore produire des documents communs uniques.

ARTICLE 2 – NOMENCLATURE

Numéro	Intitulé	Régime
2.1.1.0 – 1°	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales supérieure à 600 kg de DBO5	Autorisation
2.1.2.0 – 1°	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 600 kg de DBO5	Autorisation
2.1.2.0 – 2°	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5	Déclaration

ARTICLE 3 – CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le système d'assainissement collectif permet de collecter puis de traiter avant d'être rejetées, sans porter atteinte ni à la salubrité publique, ni à la qualité du milieu récepteur, les eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement.

ARTICLE 4 – DÉBIT DE RÉFÉRENCE DE L'AGGLOMÉRATION D'ASSAINISSEMENT

Le débit de référence, exprimé en m³/j, est le volume d'eau journalier correspondant à la collecte et au traitement de la totalité des eaux usées, dans les conditions climatiques habituelles et en tenant compte des variations saisonnières, des objectifs de protection des milieux et de la configuration de l'agglomération d'assainissement.

Tous les 10 ans, le débit de référence est vérifié.

Il peut être calculé selon deux méthodes :

1) Au regard du centile 95 de la somme des débits mesurés aux points de mesure A1, A2 et A3.

- Les points A1 correspondent aux points de déversements du réseau de collecte unitaire (déversoirs d'orage et trop plein de postes de pompage).
- Le point A2 ou « déversoir en tête de station » est l'ouvrage de rejet de la station de traitement des eaux usées permettant une surverse de tout ou partie des eaux usées vers le milieu récepteur avant leur entrée dans la filière de traitement afin de la protéger contre d'éventuelles surcharges hydrauliques.
- Le point A3 correspond à l'entrée de la filière de traitement.

2) Selon une pluie mensuelle type de deux heures (élaborée à partir de chroniques historiques de Météo France sur au moins 10 ans) en considérant que cela correspond à la définition d'une forte pluie. Dans ce cas, le débit de référence s'obtient en additionnant les volumes d'eaux usées de temps sec et d'eaux claires parasites aux volumes d'eaux météoriques collectés.

Le **débit de référence** de l'agglomération d'assainissement de Cannes est de **60 500 m³/j** (défini selon la méthode du centile 95).

ARTICLE 5 – CARACTÉRISTIQUES DE L'OUVRAGE DE TRAITEMENT

5.1 – localisations

5.1.1 – Station Aquaviva

Coordonnées en lambert 93 : X=1 019 181 m / Y=6 279 600 m

5.1.2 – Point de rejet d'eaux traitées Les eaux résiduaires urbaines sont déversées après traitement en mer. Code de la masse d'eau : FRDCO8e Pointe la Galère – Cap d'Antibes

Caractéristiques de l'émissaire : longueur de 1150 m à -85 m de profondeur.

Coordonnées en lambert 93 : X=1 020 623 m / Y=6 278 378 m

5.2 – Traitement

5.2.1 – Caractéristiques générales

La station d'épuration permet, à la date de signature de l'arrêté, de traiter les volumes et charges de pollution de 250 000 équivalent-habitants.

La station d'épuration a été conçue pour traiter à l'horizon 2040, les volumes et charges de pollution de 350 000 équivalent-habitants

Capacité nominale de traitement en DBO5	15 000 kg/jour
Charge journalière en DCO	33 800 kg/jour
Charge journalière en MES	15 600 kg/jour
Débit de référence en m³/jour	60 500 m³/jour
Débit de pointe horaire	4 300 m³/h

5.2.2 – Niveaux de rejet

Conformément à l'article R.2224-12 du code général des collectivités territoriales, le traitement doit permettre de respecter les objectifs environnementaux et les usages des masses d'eaux constituant le milieu récepteur.

Les échantillons moyens journaliers prélevés sur la station de traitement des eaux usées respectent les valeurs fixées en concentration ou en rendement indiquées dans le tableau ci-après.

Les rejets issus du déversoir en tête de station (A2) sont inclus dans le calcul de la conformité.

Paramètres	Concentration maximale	Rendement minimum	Concentration réhibitoire*	Nombre maximal d'échantillons non conforme
DBO5	25 mg(O2)/l	80 %	50 mg(O2)/l	13
DCO	125 mg(O2)/l	75 %	250 mg(O2)/l	19
MES	35 mg/l	90 %	85 mg/l	19

Les rejets doivent également présenter les caractéristiques suivantes :

- un pH moyen journalier compris entre 6 et 8,5 ;
- une température moyenne journalière inférieure à 25°C, sous réserve que les conditions climatiques soient compatibles avec une telle exigence.

* : Les rejets doivent toujours respecter les seuils suivants, quel que soit le rendement, sauf en cas de situations exceptionnelles :

5.2.3 – Situations exceptionnelles

Toute situation se rapportant à l'une des catégories suivantes :

- fortes pluies (occasionnant un volume journalier supérieur au débit de référence) ;
- opérations programmées de maintenance, préalablement portées à la connaissance du service en charge du contrôle ;
- circonstances exceptionnelles (telles que catastrophes naturelles, inondations, panne ou dysfonctionnement non directement liée à un défaut de conception ou d'entretien, rejet accidentel dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance).

ARTICLE 6 – LES OUVRAGES DE RÉTENTION

Les ouvrages de rétention permettent de récupérer une partie des effluents excédentaires. Ils sont également utilisés pour limiter l'incidence des opérations de maintenance.

Les ouvrages de rétention situés sur le système de collecte ou dans l'enceinte de la station sont conçus de façon à limiter la diffusion des odeurs, en particulier lors des vidanges, et à faciliter leur nettoyage. Les équipements de vidange sont dimensionnés afin de pouvoir réaliser l'opération en moins de vingt-quatre heures.

La capacité des ouvrages de rétention disposés sur le site de la station d'épuration est de 12 100 m³.

ARTICLE 7 – SYSTÈME DE COLLECTE

7.1 – Considérations générales

Le système de collecte est conçu, réalisé, réhabilité, exploité et entretenu de manière à :

- desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre d'agglomération d'assainissement au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales ;
- éviter tout rejet direct ou déversement en temps sec d'eaux usées ;
- éviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites risquant d'occasionner un dysfonctionnement des ouvrages ;
- ne pas générer de rejets d'eaux usées au milieu récepteur dans les conditions retenues pour la détermination du débit de référence et limiter la pollution des eaux réceptrices résultant des surcharges dues aux pluies d'orage ;
- ne pas produire de gaz susceptibles de nuire à la salubrité du voisinage de provoquer une corrosion excessive des ouvrages et des dysfonctionnements de la station de traitement.

7.2 – Diagnostic du système de collecte

Les maîtres d'ouvrage mettent en place et tiennent à jour de manière cohérente et coordonnée le diagnostic permanent du système d'assainissement dans sa globalité.

Ce diagnostic est destiné à :

- 1) Connaître, en continu, le fonctionnement et l'état structurel du système d'assainissement ;
- 2) Prévenir ou identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système ;
- 3) Suivre et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées ;
- 4) Exploiter le système d'assainissement dans une logique d'amélioration continue.

Le contenu de ce diagnostic permanent est adapté aux caractéristiques et au fonctionnement du système d'assainissement, ainsi qu'à l'impact de ses rejets sur le milieu récepteur.

Ce diagnostic permanent est opérationnel au plus tard dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Suivant les besoins et enjeux propres au système, ce diagnostic peut notamment porter sur les points suivants :

- 1) La gestion des entrants dans le système d'assainissement : connaissance, contrôle et suivi des raccordements domestiques et non domestiques ;
- 2) L'entretien et la surveillance de l'état structurel du réseau : inspections visuelles ou télévisuelles des ouvrages du système de collecte ;
- 3) La gestion des flux collectés/transportés et des rejets vers le milieu naturel : installation

d'équipements métrologiques et traitement/analyse/valorisation des données obtenues ;

4) La gestion des sous-produits liés à l'exploitation du système d'assainissement.

Par ailleurs, **les maîtres d'ouvrage tiennent à jour le plan de l'ensemble des réseaux, branchements et ouvrages connexes constituant le système de collecte**, conformément aux dispositions de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales. Ce plan est fourni au service en charge du contrôle.

La démarche, les données issues de ce diagnostic et les actions entreprises ou à entreprendre pour répondre aux éventuels dysfonctionnements constatés sont intégrées dans le bilan de fonctionnement visé à l'article 10.2 ci-dessous.

7.3 – Raccordement d'eaux usées non domestiques au système de collecte – police du système de collecte

Les maîtres d'ouvrage assurent la police du système de collecte et mettent en œuvre dans ce cadre les principes de prévention et de réduction des pollutions à la source, notamment en ce qui concerne les micropolluants.

Les demandes d'autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques dans le système de collecte sont instruites conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Ces autorisations ne peuvent être délivrées que lorsque le système de collecte est apte à acheminer ces eaux usées non domestiques et que la station de traitement des eaux usées est apte à les prendre en charge, sans risque de dysfonctionnements.

Ne doivent pas être déversés dans le système de collecte :

- les matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- les déchets solides, y compris après broyage ;
- sauf dérogation des maîtres d'ouvrage du système de collecte, les eaux de source ou les eaux souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou des installations de climatisation ;
- sauf dérogation des maîtres d'ouvrage du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées, les eaux de vidange des bassins de natation ;
- les matières de vidange.

Si un ou plusieurs micropolluants sont rejetés au milieu récepteur par le système d'assainissement en quantité susceptible de compromettre l'atteinte du bon état de la ou des masses d'eau réceptrices des rejets au titre de la directive 2000/60/CE susvisée, ou de conduire à une dégradation de leur état, ou de compromettre les usages, les maîtres d'ouvrage du système de collecte procèdent immédiatement à des investigations sur le réseau de collecte et, en particulier, au niveau des principaux déversements d'eaux usées non domestiques dans ce système, en vue d'en déterminer l'origine.

Dès l'identification de cette origine, l'autorité qui délivre les autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques en application des dispositions de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, prend les mesures nécessaires pour faire cesser la pollution, sans préjudice des sanctions qui peuvent être prononcées en application des articles L.216-1 et L.216-6 du code de l'environnement et de l'article L.1337-2 du code de la santé publique.

En outre, des investigations du même type sont réalisées et les mêmes mesures sont prises lorsque les boues issues du traitement ne sont pas valorisables en agriculture en raison du dépassement des concentrations limites en polluants prévues par la réglementation.

L'autorisation de déversement définit les paramètres à mesurer par l'exploitant de l'établissement producteur d'eaux usées non domestiques et la fréquence des mesures à réaliser. Si les déversements

ont une incidence sur les paramètres DBO5, DCO, MES, NGL, PT, pH, NH4+, conductivité, température, l'autorisation de déversement fixe d'une part les flux et les concentrations maximum admissibles pour ces paramètres et d'autre part les valeurs moyennes journalières et annuelles. Si les déversements sont susceptibles par leur composition de contribuer aux concentrations de micro-polluants mesurées en sortie de la station de traitement des eaux usées ou dans les boues, l'autorisation de déversement fixe également d'une part les flux et les concentrations maximum admissibles pour ces micro-polluants et d'autre part les valeurs moyennes journalières et annuelles pour ces substances.

Cette autorisation de déversement prévoit que le producteur d'eaux usées non domestiques transmet mensuellement au maître d'ouvrage ad'hoc du système de collecte les résultats des mesures d'autosurveillance prévues, le cas échéant, par son autorisation d'exploitation au titre de la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article L.512-3 du code de l'environnement. Ces informations sont transmises par les maîtres d'ouvrage du système de collecte au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées.

Ces dispositions ne préjugent pas, pour les établissements qui y sont soumis, du respect de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont dans ce cas définies après avis de l'inspection des installations classées.

7.4 – Description du système de collecte

Les ouvrages du système de collecte sont décrits dans le manuel d'autosurveillance mentionné à l'article 10.1 et mis à jour annuellement.

7.5 – Fonctionnement des déversoirs d'orages conforme à la réglementation

Leurs déversements ne sont pas de nature à compromettre le respect des directives sectorielles susvisées.

ARTICLE 8 – GESTION DES DÉCHETS DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT

La gestion de l'ensemble des déchets du système d'assainissement doit être compatible avec le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Les boues, les matières de curage, les graisses, sables et refus de dégrillage issus du traitement des eaux usées sont gérés conformément aux principes de hiérarchie des modes de traitement des déchets prévus à l'article L.541-1 du code de l'environnement :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination.

Les documents justificatifs du respect des prescriptions réglementaires sont tenus à la disposition du service en charge du contrôle sur le site de la station.

ARTICLE 9 – AUTOSURVEILLANCE

En application de l'article L.214-8 du code de l'environnement et de l'article R.2224-15 du code général de collectivités territoriales, les maîtres d'ouvrage mettent en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations de traitement des eaux usées en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité.

De manière à assurer un haut niveau de performance du système d'assainissement dans son ensemble, les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmettent l'ensemble des informations de surveillance dont ils disposent au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées.

9.1 – Autosurveillance de la station

Les points de mesures réglementaires A2, A3, A4, A6, A7 font l'objet d'une surveillance. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées met en place les aménagements et équipements adaptés pour obtenir les informations d'autosurveillance décrites ci-dessous :

Paramètres et fréquences minimales des mesures à réaliser sur la file eau				
	Paramètres	Code sandre		Fréquence (jours/an)
		paramètre	unité	
Entrée	Débit	1552	120	365
	pH	1302	264	365
	MES	1305	162	260
	DBO5	1313	175	156
	DCO	1314	175	260
	NK	1319	168	104
	NH4	1335	169	104
	NO2	1339	171	104
	NO3	1340	173	104
	PT	1350	177	104
Sortie	Température	1301	27	365

Les analyses associées aux paramètres listés ci-dessus, à l'exception des mesures de débit, de température et de pH, sont réalisées par un laboratoire agréé au titre du code de l'environnement. À défaut, les dispositifs de mesure, de prélèvement et d'analyse mis en œuvre dans le cadre de l'autosurveillance des systèmes d'assainissement doivent respecter les normes et règles de l'art en vigueur. En outre, le laboratoire réalisant les analyses procède annuellement, pour chaque paramètre, à un exercice concluant d'inter-calibration avec un laboratoire agréé.

9.1.1 – Le programme annuel d'autosurveillance

Il consiste en un calendrier prévisionnel de réalisation des mesures. Il est adressé par le maître d'ouvrage coordinateur avant le 1^{er} décembre de l'année précédente au service en charge du contrôle pour acceptation, et à l'agence de l'eau. A ces fins les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmettent leurs programmes annuels d'autosurveillance au maître d'ouvrage coordinateur dans des délais raisonnables devant lui permettre de respecter l'échéance du 1^{er} décembre.

9.1.2 – Surveillance complémentaire

Application de la convention de Barcelone adoptée le 10 juin 1995 (rejets en mer) :

Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées réalise l'estimation ou la mesure du flux annuel déversé pour les paramètres suivants :

Paramètre	Code sandre
	paramètres
Mercuré total (Hg)	1387
Cadmium total (Cd)	1388
Cuivre total (Cu)	1392
Zinc total (Zn)	1383
Plomb total (Pb)	1382
NH4 exprimé en N	1335
NO3 exprimé en N	1340
Ortho-phosphate PO4 exprimé en P	1433
Azote global exprimé en P	1551
Phosphore total exprimé en P	1350
MES	1305

Déclaration GEREP :

Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées déclare les rejets dans l'eau, dans l'air et dans le sol de tout polluant indiqué à l'arrêté du 31 janvier 2008 ainsi que les transferts de déchets dangereux et non dangereux en quantité respectivement supérieur à 2 tonnes/an et 2000 tonnes/an.

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. La déclaration se fait par voie électronique à l'adresse suivante :

www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr

9.1.3 – Autosurveillance des boues

Fréquences minimales de détermination des quantités de matières sèches de boues produites et fréquences minimales de mesures de la siccité sur les boues produites			
Paramètres	Code sandre		Fréquences (jour/an)
	paramètre	unité	
Mesure de siccité			260
Quantité de matière sèche de boue produite	1799	67	365 (quantité journalière)

9.1.3.1-Cas général

Quelle que soit la filière de gestion des boues, il est réalisé, chaque année, deux analyses de l'ensemble des paramètres prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 (cf tableaux ci-dessous). Les documents suivants sont tenus en permanence à la disposition du service en charge du contrôle sur le site de la station :

- les documents permettant d'assurer la traçabilité des lots* de boues, y compris lorsqu'elles sont traitées en dehors du site de la station, et de justifier de la destination finale des boues ;
- les documents enregistrant, par origine, les quantités de matières sèches hors réactifs de boues apportées sur la station par d'autres installations ;
- les bulletins de résultats des analyses réalisés selon les prescriptions de la réglementation lorsque les boues sont destinées à être valorisées sur les sols, quel que soit le traitement préalable qui leur est appliqué et le statut juridique permettant leur valorisation ;
- les documents de traçabilité et d'analyses permettant d'attester, pour les lots* de boues concernés, de leur sortie effective du statut de déchet.

9.1.3.2-Cas des boues destinées à être valorisées sur les sols

Les boues destinées à être valorisées sur les sols, quel que soit le traitement préalable qui leur est appliqué et leur statut juridique (produit ou déchet) sont :

- réparties en un ou plusieurs lots clairement identifiés ;
- analysées conformément aux prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 1998, chaque analyse étant rattachée à un lot*.

Éléments-traces-Valeurs limites dans les boues (mg/kgMS)	
Cadmium	10
Chrome	1000
Cuivre	1000
Mercur	10
Nickel	200
Plomb	800
Zinc	3000
Chrome + cuivre + nickel +zinc	4000

Teneurs limites en composés-traces organiques – cas général (mg/kg MS)	
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8
Fluoranthène	5
Benzo(b)fluoranthène	2,5
Benzo(a)pyrène	2

*: PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180.

* Un lot correspond à une certaine quantité de boue évacuée du site de production vers une filière de traitement ou de valorisation. Il y a autant de lot que d'occurrence d'évacuation de boue du site de production.

9.1.4 – Autosurveillance du déversoir d'orage en tête de station

Le déversoir d'orage en tête de station (point de mesure A2) fait l'objet d'une surveillance permettant de mesurer en continu le débit et d'estimer la charge polluante (MES, DCO) déversée par temps de pluie ou par temps sec.

Les calculs de rendements de la station d'épuration incluent le point A2.

9.2 – Autosurveillance du système de collecte

Seuls sont soumis à cette obligation les déversoirs d'orage situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5. Cette surveillance consiste en la mesure du temps de déversement journalier et doit permettre d'estimer les débits déversés par les déversoirs d'orage surveillés.

En outre, les déversoirs d'orage situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kg/j de DBO5, lorsqu'ils déversent plus de dix jours calendaires

par an en moyenne quinquennale doivent faire l'objet d'une surveillance permettant de mesurer et enregistrer en continu les débits et d'estimer la charge polluante (DBO5, DCO, MES, NK, Pt) déversée par ces déversoirs. Les maîtres d'ouvrage peuvent justifier le choix des ouvrages entrant dans le champ de cette disposition à l'appui d'une modélisation de son système d'assainissement collectif.

9.3 – Autosurveillance des micropolluants

Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées est tenu de mettre en place une surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées par son installation par temps sec, dans les conditions définies ci-dessous : Chaque année Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées procède à huit mesures pour les micropolluants dont la présence est considérée comme significative.

Sont considérés comme significatifs les micropolluants mesurés lors de la campagne initiale et présentant les caractéristiques suivantes :

- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont supérieures ou égales à la Limite de Quantification (LQ) définie au tableau de l'annexe 3 de la circulaire du 29 septembre 2010 pour chaque substance ;
et
- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont supérieures à 10 fois la Norme de Qualité Environnementale (NQE) définie dans l'arrêté du 25 janvier 2010 ou à défaut dans l'arrêté du 20 avril 2005.

Tous les trois ans, l'ensemble des micropolluants indiqués dans l'annexe 3 de la circulaire du 29 septembre 2010 sont recherchés. La surveillance régulière doit être actualisée l'année suivant cette mesure.

9.4 – Transmission des données d'autosurveillance

Le maître d'ouvrage en charge de la coordination transmet les informations et résultats d'autosurveillance du système d'assainissement produits durant le mois N dans le courant du mois N+1 au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau.

Les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement transmettent leurs informations et résultats d'autosurveillance respectifs au maître d'ouvrage en charge de la coordination dans des délais compatibles avec celui prescrit à l'alinéa précédent.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée par voie électronique, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté et lors des situations inhabituelles, l'information du service en charge du contrôle est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 10 – PRODUCTION DOCUMENTAIRE

Article 10.1 – Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement

Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les modalités de transmission des données conformément au scénario d'échange en vigueur, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Ce manuel spécifie :

1. Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;
2. Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données «SANDRE»;
3. Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.

Et décrit :

1. Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment);
2. L'existence du diagnostic permanent mis en place..

Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. L'agence de l'eau réalise une expertise technique du manuel, qu'elle transmet au service en charge du contrôle. Après expertise par l'agence de l'eau, le service en charge du contrôle valide le manuel.

Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement. Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.

En vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets, les maîtres d'ouvrage rédigent et tiennent à jour de manière cohérente et coordonnée un unique manuel d'autosurveillance du système d'assainissement dans sa globalité.

Ils y décrivent de manière précise leurs organisations internes, leurs méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les modalités de transmission des données conformément au scénario visé à l'article 9.4 ci-dessus, les organismes extérieurs à qui ils confient tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Le manuel spécifie :

1. Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance;
2. Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données «SANDRE» mentionné à l'article 9.4 ci-dessus;
3. Les performances à atteindre en matière de collecte et / ou de traitement fixées dans le présent arrêté préfectoral.

Par ailleurs, il :

1. décrit les ouvrages épuratoires ;
2. décrit le système de collecte (cf article 7.4 ci-dessus) ;
3. et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment);

Enfin, il mentionne l'existence du diagnostic permanent mis en place en application de l'article 7.2 ci-dessus.

Article 10.2 – Bilan de fonctionnement annuel du système d'assainissement

Les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement rédigent de manière cohérente et coordonnée en début d'année le bilan du fonctionnement du système d'assainissement de l'année précédente.

Le maître d'ouvrage en charge de la coordination le transmet au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau avant le 1er mars de l'année en cours.

A ces fins, les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmettent leurs informations, données et résultats respectifs au maître d'ouvrage en charge de la coordination dans des délais compatibles avec celui prescrit à l'alinéa précédent.

Le bilan annuel doit prendre la forme d'un document synthétique comprenant notamment :

1. un bilan du fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés) ;
2. les éléments relatifs à la gestion des déchets issus du système d'assainissement (déchets issus du curage de réseau, sables, graisses, refus de dégrillage, boues produites...), et notamment les informations décrites à l'article 9.1.3.1 ci-dessus ;
3. les informations relatives à la quantité et la gestion des éventuels apports extérieurs (quantité, qualité) : matières de vidange, boues exogènes, lixiviats, effluents industriels, etc. ;
4. les consommations en énergie et réactifs sur l'ensemble des ouvrages de collecte et de traitement ;
5. un récapitulatif des événements majeurs survenus sur le système de traitement ou sur le système de collecte (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles...) ;
6. une synthèse des informations et résultats de l'autosurveillance mentionnée à l'article 9 ci-dessus de l'année précédente :
 - a. autosurveillance du système de collecte ;
 - b. autosurveillance de la station d'épuration ;
 - c. autosurveillance des boues ;
 - d. autosurveillance des micropolluants ;
 - e. autosurveillance complémentaire « convention de Barcelone » ;
 - f. autosurveillance complémentaire « GERE »

En outre, un rapport présentant l'ensemble des résultats des mesures de l'autosurveillance mentionnée à l'article 9.3, relative à la présence de micropolluants dans les rejets, est annexé au bilan annuel ;

7. un bilan des contrôles des équipements d'autosurveillance réalisés par le maître d'ouvrage ;
8. un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur ;
9. un bilan des déclarations effectuées par les maîtres d'ouvrage où leurs prestataires au titre de l'article 11 ci-après ;
10. les éléments du diagnostic permanent du système de collecte mentionné à l'article 7.2 ci-dessus ;
11. une analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement ;
12. la liste des travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue.

ARTICLE 11 – DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Les bénéficiaires de l'autorisation sont tenus de déclarer au préfet, dès qu'ils en ont connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, les maîtres d'ouvrage devront prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Les bénéficiaires de l'autorisation demeurent responsables des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement des installations, ouvrages, travaux ou activités objets de la présente autorisation.

ARTICLE 12 – ACCÈS AUX INSTALLATIONS

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 – DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée pour une durée de 20 ans.

ARTICLE 14 – MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

Les installations, ouvrages, travaux ou activités objets de la présente autorisation sont situés, installés et exploités conformément au contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage, et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

ARTICLE 15 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 16 – AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense en aucun cas les bénéficiaires de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 17 – PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture des Alpes-Maritimes ainsi qu'à la mairie de la commune de Cannes pendant un mois.

La présente autorisation sera mise à disposition du public sur le site Internet de la préfecture des Alpes-Maritimes pendant une durée d'au moins un an.

ARTICLE 18 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa notification aux pétitionnaires.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur cette demande emporte décision implicite de rejet.

Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif :

- par les pétitionnaires ou les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision, ou dans les deux mois suivants la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué dans le cadre d'un recours gracieux ou hiérarchique ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes ou leur groupement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après publication ou affichage de cet acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après la mise en service effective.

ARTICLE 19 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes, les maîtres d'ouvrage, le Directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Nice 28 JAN 2016

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DML-3666



Frédéric MAC KAIN

ANNEXE 2

Règlement assainissement de la CAPL

Le règlement est en cours de rédaction, celui-ci vous sera transmis ultérieurement à la demande de chacun.

ANNEXE 3

Listes des documents administratifs à rendre pour obtention de l'autorisation de dépotage et d'accès à la station d'épuration d'AQUAVIVA

- Le présent règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement des sous-produits de l'assainissement à la station d'épuration d'Aquaviva, complété, signé et tamponné par l'Etablissement.
- Le protocole sécurité Chargement-Déchargement signé et tamponné par l'Etablissement.
- Son numéro de SIRET, code APE,
- La copie du numéro d'agrément obtenu en Préfecture pour l'exercice de son activité de prise en charge de déchets et transport par route.
- La liste des camions de la flotte de l'Etablissement susceptibles de venir sur la station, tamponnée et signée.
- Une attestation qui devra préciser :
 - o Le volume envisagé dépoté par sous-produit
 - o Le secteur de provenance et l'origine des sous-produits
 - o Une attestation d'assurance mentionnant le montant et le type d'assurance pour les dommages corporels, matériels, et immatériels et notamment les dommages causés par les camions et les sous-produits aux ouvrages de la station d'épuration et susceptibles d'avoir des impacts sur le fonctionnement du service public.

Les éléments administratifs transmis seront actualisés autant que de besoin préalablement à tout changement par l'Etablissement et transmis à l'Exploitant.

ANNEXE 4

Protocole de sécurité chargement/déchargement station d'épuration d'AQUAVIVA

	<p align="center">PROTOCOLE DE SECURITE Chargement ou Déchargement de produit (En application de l'arrêté du 26 avril 1996) FORMULAIRE POUR MATIÈRE DE VIDANGE/PRODUIT DE CURAGE/GRAISSES</p>	<p>Référence : F MGT SEC 03 E Version 3</p>	<p>Conservation : Dossier Achats Durée : contrat</p>
---	---	--	--

ENTREPRISE D'ACCUEIL	TRANSPORTEUR
<p>Nom : SUEZ EAU FRANCE</p> <p>Adresse : 836 Avenue de la Plaine - 06250 MOUGINS</p> <p>Tel : 0 977 408 408</p> <p>Fax : 04 92 92 40 04</p> <p>Représentée par : LAURENCE PEREZ</p> <p>Qualification : Directrice de l'Agence Côte d'Azur</p>	<p>Nom : «Société_2»</p> <p>«Société_1»</p> <p>Adresse : «Adresse_1»</p> <p>«Adresse_2»</p> <p>«Code_postal» «Ville»</p> <p>Tel :</p> <p>Fax :</p> <p>Représenté par :</p> <p>Qualification :</p>


Fréquence d'interventions : A la demande

LIEU de LIVRAISON ou de PRISE en CHARGE
<p>1 – Site – Adresse : Step Aquaviva.... – 1122 avenue Gaston de Fontmichel, 06210 Mandelieu</p> <p>2 – Site – Adresse : -</p> <p>3 – Site – Adresse : -</p>
<p>Contact : Nom et téléphone précisés sur la commande pour prise de rendez vous.</p> <p>Modalités d'accès : L'agent LDE accompagne le chauffeur sur les sites de livraison. Les horaires d'accès de l'usine sont à respecter</p>
<p>Plan et consignes de circulation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le portail principal devra être maintenu en position fermée durant la durée de l'intervention. Ne pas dépasser la vitesse indiquée dans l'enceinte des sites. Respecter le plan de circulation du site. Le plan du site est annexé au présent protocole.

DESCRIPTION des MARCHANDISES, MATERIAUX, PRODUITS TRANSPORTES		
NATURE du produit	QUANTITE – VOLUME	CONDITIONNEMENT
Matières de vidanges, produits de curage, graisses	Précisé à la commande	Vrac citerne
N° ONU	N° DANGER	

	<p align="center">PROTOCOLE DE SECURITE Chargement ou Déchargement de produit (En application de l'arrêté du 26 avril 1996) FORMULAIRE POUR MATIÈRE DE VIDANGE/PRODUIT DE CURAGE/GRAISSES</p>	<p>Référence : F MGT SEC 03 E Version 3</p>	<p>Conservation : Dossier Achats Durée : contrat</p>
---	---	--	--

IDENTIFICATION, FORMATION, EQUIPEMENT des INTERVENANTS	
ENTREPRISE D'ACCUEIL	ENTREPRISE DE TRANSPORT
Sensibilisation aux risques liés aux substances dangereuses (formation risque chimique niveau 2)	Formation du conducteur et équipement du véhicule conformes aux prescriptions liées au transport des marchandises dangereuses (directive ADR).

ORGANISATION des SECOURS	
Pompiers : 18	SAMU : 15 Portable  : 112
Police : 17	Gendarmerie :

ÉVALUATION DES RISQUES	
RISQUES D'INTERFÉRENCES	MESURES de PRÉVENTION
Produit <i>Projection, déversement</i>	- Port des EPI (voir annexe 1) - A proximité des installations de dépotage du produit, se trouvent un lave-œil ainsi qu'une douche sécurité. Vérifier leur bon fonctionnement avant le dépotage.
Zone dangereuse <i>Risques liés à l'activité-même du site sur lequel a lieu le dépotage</i>	Le transporteur ne se déplace sur site qu'avec un représentant de l'entreprise d'accueil.
Emploi du matériel <i>Défaut du matériel, fragilité, méconnaissance entraînant un mauvais raccordement, ...</i>	Chaque intervenant est responsable de son matériel

PROTOCOLE de SÉCURITÉ ÉLABORÉ le / /20 Comportant 6 pages	
POUR L'ENTREPRISE D'ACCUEIL	POUR L'ENTREPRISE DE TRANSPORT «SOCIETE_2»
(Signature et cachet) Responsable d'Établissement	(Signature et cachet) Responsable d'Établissement

- **Toute modification importante des conditions d'intervention nécessitera la mise à jour de ce protocole de sécurité et sera effectuée par l'entreprise d'accueil.**
- **Le fournisseur s'engage à informer l'entreprise d'accueil en cas de changement d'entreprise de transport**
- **Le transporteur s'engage à faire respecter le protocole de sécurité par toute personne travaillant pour son compte.**

	<p align="center">PROTOCOLE DE SECURITE Chargement ou Déchargement de produit (En application de l'arrêté du 26 avril 1996) FORMULAIRE POUR MATIÈRE DE VIDANGE/PRODUIT DE CURAGE/GRAISSES</p>	<p>Référence : F MGT SEC 03 E Version 3</p>	<p>Conservation : Dossier Achats Durée : contrat</p>
---	---	---	--

ANNEXE 1 : Descriptif de l'opération

Le responsable du site accueille le chauffeur à l'entrée du site, le dirige vers l'aire de dépotage et met en place un périmètre de sécurité.

Protections individuelles obligatoires pour les opérateurs :	
Vêtements couvrants	Gants étanches
Lunettes de sécurité ou Visière de protection	Chaussures ou bottes de sécurité
Casque	

OPERATIONS	À LA CHARGE DE	
	Entreprise de transport	Entreprise d'accueil
- Information des consignes de sécurité <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
- Pesée entrée de site, déclaration matière sur bornier..... <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
- Mise à disposition douche de sécurité, rince œil..... <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
- Réception au poste de déchargement..... <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
- Contrôle cohérence document - chargement..... <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
- Mise en sécurité personnel sur MDC pour camion manuel. <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
- Contrôle du volume disponible du stockage <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
- Mise en place flexibles..... <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
- Déchargement du camion..... <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
- Surveillance armoire de dépotage sur MDV et Graisses, arrêt immédiat en cas d'alarme..... <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
- Prélèvement d'un échantillon..... <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
- Pesée en sortie de site..... <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
- Signature du BSD..... <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
- Départ du camion..... <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>

	<p align="center">PROTOCOLE DE SECURITE Chargement ou Déchargement de produit (En application de l'arrêté du 26 avril 1996) FORMULAIRE POUR MATIÈRE DE VIDANGE/PRODUIT DE CURAGE/GRAISSES</p>	<p>Référence : F MGT SEC 03 E Version 3</p>	<p>Conservation : Dossier Achats Durée : contrat</p>
---	---	---	--

ANNEXE 2 : Mode opératoire

- ✓ Arrivée du camion sur le site : le chauffeur doit passer le badge dédié au camion devant le lecteur.



- ✓ Passage d'entrée sur le peson : le chauffeur arrive au pas et doit indiquer le produit à dépoter (en tapant le code GRA, MDV ou PDC en suivant les instructions du bornier, ces dernières sont indiquées sur le pupitre).



- ✓ Arrivée au coffret de dépotage : les intervenants de l'entreprise extérieure sont pris en charge par un agent LDE, ils doivent lui présenter les documents concernés par le dépotage puis passer leur badge devant le lecteur pour permettre l'ouverture des vannes, ou porte correspondant au produit enregistré par leurs soins sur le peson.

	<p align="center">PROTOCOLE DE SECURITE Chargement ou Déchargement de produit (En application de l'arrêté du 26 avril 1996) FORMULAIRE POUR MATIÈRE DE VIDANGE/PRODUIT DE CURAGE/GRAISSES</p>	<p>Référence : F MGT SEC 03 E Version 3</p>	<p>Conservation : Dossier Achats Durée : contrat</p>
---	---	--	--



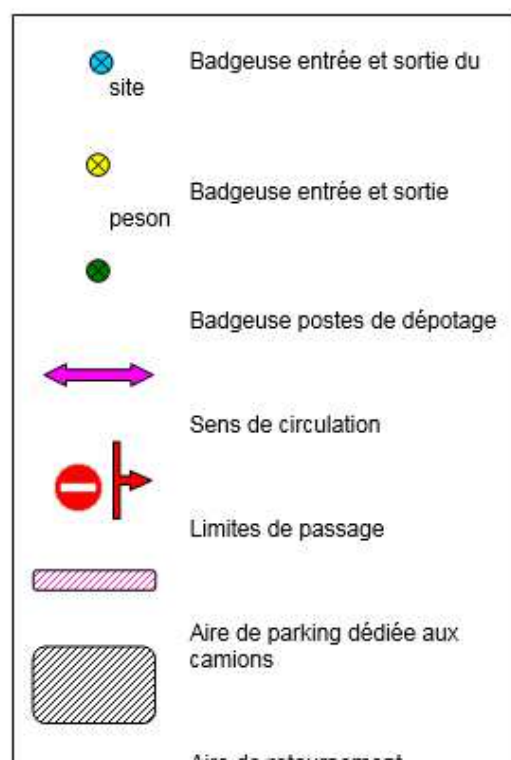
- ✓ Lors du dépotage l'agent de l'entreprise d'accueil se réserve le droit de faire ou non un prélèvement du produit dépoté.
- ✓ A la fin du dépotage les agents de l'entreprise de transport doivent vérifier la propreté de l'aire de dépotage, et le cas échéant la nettoyer
- ✓ Une fois le dépotage terminé et l'aire de lavage nettoyée, le chauffeur doit repasser par le peson pour effectuer la deuxième pesée (les instructions sont indiquées sur le bornier).



- ✓ La pesée terminée, garer le camion sur l'aire de parking réservée aux camions et se rendre au bureau pour faire signer les papiers par l'agent de l'entreprise d'accueil qui a procédé au dépotage.

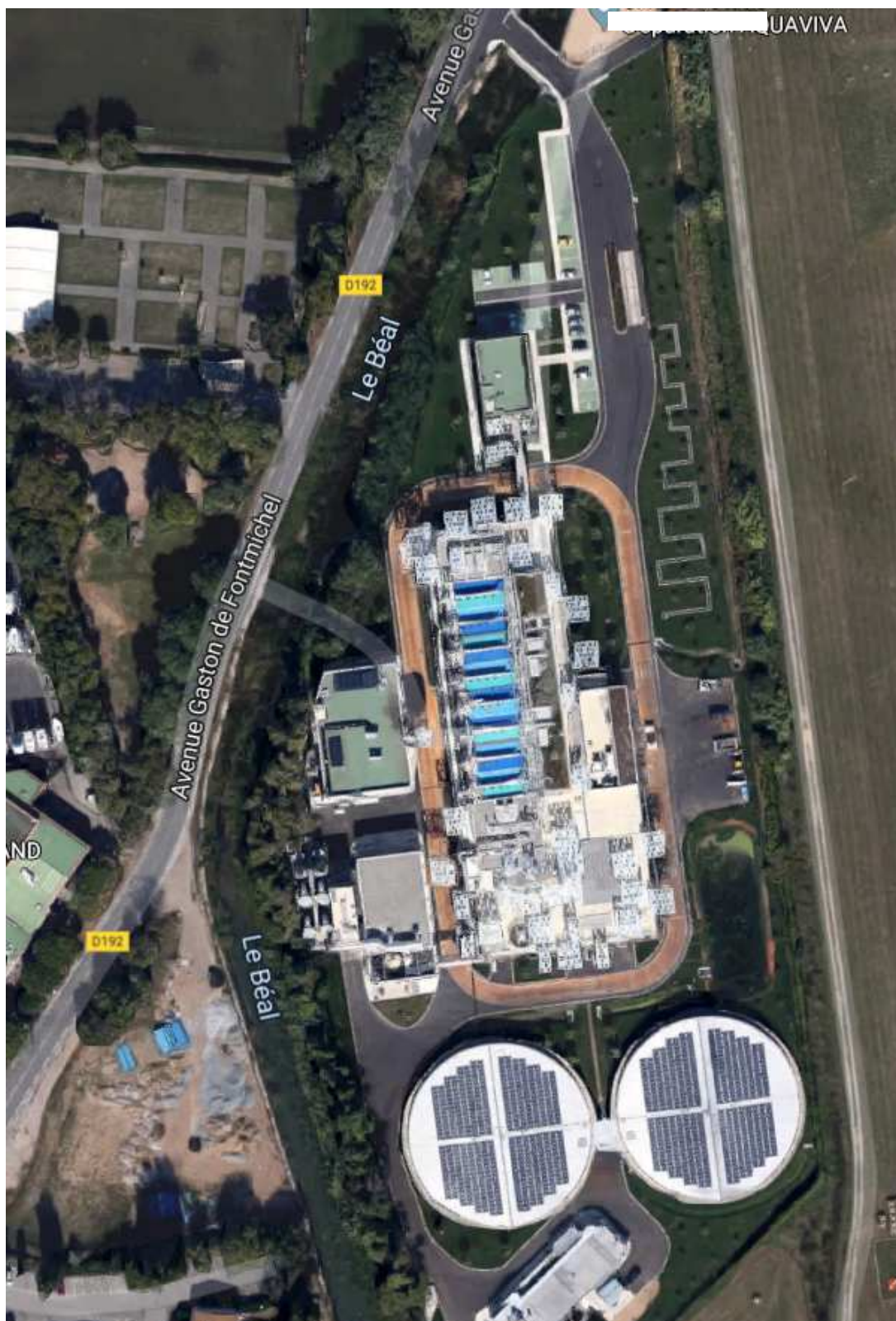
	<p align="center">PROTOCOLE DE SECURITE Chargement ou Déchargement de produit (En application de l'arrêté du 26 avril 1996) FORMULAIRE POUR MATIÈRE DE VIDANGE/PRODUIT DE CURAGE/GRAISSES</p>	<p>Référence : F MGT SEC 03 E Version 3</p>	<p>Conservation : Dossier Achats Durée : contrat</p>
---	---	---	--

ANNEXE 3 : Description du site



	<p align="center">PROTOCOLE DE SECURITE Chargement ou Déchargement de produit (En application de l'arrêté du 26 avril 1996) FORMULAIRE POUR MATIÈRE DE VIDANGE/PRODUIT DE CURAGE/GRAISSES</p>	<p>Référence : F MGT SEC 03 E Version 3</p>	<p>Conservation : Dossier Achats Durée : contrat</p>
---	---	---	--

Plan du site station d'épuration Aquaviva



ANNEXE 5

Exemplaire de bordereau de suivi de déchets

**BORDEREAU D'IDENTIFICATION
ET DE SUIVI DES MATIERES DE VIDANGES
DES ANC ET AUTRES SOUS PRODUITS
D'ASSAINISSEMENT**

Nº _____

PRODUCTEUR <i>L'ensemble des informations nominatives ci-dessous a un caractère confidentiel</i>	
Coordonnées du propriétaire :	Coordonnées de l'installation :
Date de l'intervention	
Désignation des sous-produits vidangés : <input type="checkbox"/> matières de vidanges (20 03 04) <input type="checkbox"/> curage de réseau (20 03 05) <input type="checkbox"/> boues de STEP déshydratées (19 08 05) <input type="checkbox"/> sables (19 08 02) <input type="checkbox"/> boues de STEP liquides (19 08 05)	
<input type="checkbox"/> Autres (à préciser) :	
Je soussigné, atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus	Date :
Signature :	Quantité approximative vidangée (en m³) :
COLLECTEUR - TRANSPORTEUR	
RAISON SOCIALE :	N° Agrément :
Siret :	Délivré par la Préfecture de :
ADRESSE :	Date de validité :
TEL : FAX :	
Données relatives au véhicule	NOM de l'Opérateur réalisant la prestation :
N° d'immatriculation :	Je soussigné, m'engage à respecter le règlement relatif aux conditions d'admission sur la site de dépotage. Signature : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 40px; display: inline-block; vertical-align: middle;"></div>
UNITE DE TRAITEMENT	
LIEU DE RECEPTION : 1 -	<input type="checkbox"/> accepté <input type="checkbox"/> refusé Motif de refus : Date :
Quantité reçue (en tonnes ou m³) :	Signature et date de réception :
LIEU DE RECEPTION : 2 -	<input type="checkbox"/> accepté <input type="checkbox"/> refusé Motif de refus : Date :
Quantité reçue (en tonnes ou m³) :	Signature et date de réception :

VOLET N°1 : conservé par le propriétaire de l'installation
VOLET N°2 : conservé par l'entreprise d'assainissement
VOLET N°3 : conservé par le centre de traitement, coordonnées de l'installation et du propriétaire non mentionnées

Volet 1/3

N^o _____

VOLET N°1 : conservé par le propriétaire de l'installation
VOLET N°2 : conservé par l'entreprise d'assainissement
VOLET N°3 : conservé par le centre de traitement, coordonnées de l'installation et du propriétaire non mentionnées

Règlement pour l'admission, le contrôle et le traitement
des sous-produits de l'assainissement (version du 14/09/2020) STEU AQUAVIVA Page **46 /49**

**BORDEREAU D'IDENTIFICATION
ET DE SUIVI DES MATIERES DE VIDANGES
DES ANC ET AUTRES SOUS PRODUITS
D'ASSAINISSEMENT**

N°

PRODUCTEUR	
CP	VILLE :
Date de l'intervention	
Désignation des sous-produits vidangés :	
<input type="checkbox"/> matières de vidanges (20 03 04) <input type="checkbox"/> curage de réseau (20 03 05) <input type="checkbox"/> boues de STEP déshydratées (19 08 05) <input type="checkbox"/> sables (19 08 02) <input type="checkbox"/> boues de STEP liquides (19 08 05)	
<input type="checkbox"/> Autres (à préciser) :	
Je soussigné, atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus	Date :
Signature :	Quantité approximative vidangée (en m³) :
COLLECTEUR - TRANSPORTEUR	
RAISON SOCIALE :	N° Agrément :
Siret :	Délivré par la Préfecture de :
ADRESSE :	Date de validité :
TEL : FAX :	
Données relatives au véhicule	NOM de l'Opérateur réalisant la prestation :
N° d'immatriculation :	<i>Je soussigné, m'engage à respecter le règlement relatif aux conditions d'admission sur le site de dépôtage.</i> Signature :
UNITE DE TRAITEMENT	
LIEU DE RECEPTION :	<input type="checkbox"/> accepté <input type="checkbox"/> refusé
1 -	Motif de refus :
	Date :
Quantité reçue (en tonnes ou m³) :	Signature et date de réception :
LIEU DE RECEPTION:	<input type="checkbox"/> accepté <input type="checkbox"/> refusé
2 -	Motif de refus :
	Date :
Quantité reçue (en tonnes ou m³) :	Signature et date de réception :

VOLET N°1 : conservé par le propriétaire de l'installation
 VOLET N°2 : conservé par l'entreprise d'assainissement
 VOLET N°3 : conservé par le centre de traitement, coordonnées de l'installation et du propriétaire non mentionnées

Volet 3/3

ANNEXE 6

Règlement intérieur du site

Tout Etablissement qui souhaite accéder à la station d'épuration d'AQUVIVA doit se conformer au règlement du site suivant :

Les camions autorisés et leurs conducteurs devront :

- Respecter les règles de signalisation de sécurité et routière dans l'enceinte du Site



- Se faire obligatoirement enregistrer à l'accueil avant toute opération, et badger
- Impérativement transmettre pour signature tous les volets du bordereau de suivi de déchet (BSD) avant tout dépotage, faisant obligatoirement apparaître :
 - Origine de matières exogènes (Commune d'origine)
 - Type de Matières Exogènes
 - N° d'immatriculation du véhicule, nom du transporteur, nom du chauffeur
 - quantité dépotée en tonne,
 - date et heure de vidange,

Les agents de l'Etablissement devront :

- Etre systématiquement accompagnés d'un agent d'Exploitation du Site pour procéder au dépotage de leur camion
- Intervenir en toute sécurité pour l'ensemble des opérations dont ils ont la charge sur le site et dans le strict respect du protocole de sécurité.
- Accéder exclusivement aux aires de dépotage, et au bureau d'exploitation.
- Avoir pris connaissance du plan d'accès et de circulation sur le site de la station d'épuration.

Les ouvrages de réception, ainsi que les aires de stationnement des véhicules de dépotage, devront être tenus en parfait état de propreté et seront, à cet effet, nettoyés après chaque opération par les employés de l'Etablissement ou ses préposés.

ANNEXE 7

Seuils qualitatifs des sous-produits de l'assainissement dépotés STEU AQUAVIVA

Matières de Vidange :

- MES :16 g/l
- DBO₅ :3 g/l
- DCO :15 g/l
- NTK :0,4 g/l
- Pt :0,2 g/l
- Rapport DCO / DBO₅ :compris entre 2 et 3

Produits de curage et assimilés :

- MES :16 g/l
- DBO₅ :3 g/l
- DCO :15 g/l
- NTK :0,4 g/l
- Pt :0,2 g/l
- Rapport DCO / DBO₅ :compris entre 2 et 3

Métaux lourds

- zinc (Zn).....0,8 mg/l
- cuivre (Cu).....0,15 mg/l
- nickel (Ni).....0,2 mg/l
- chrome (Cr).....0,1 mg/l
- plomb (Pb).....0,1 mg/l
- mercure (Hg).....0,05 mg/l
- cadmium (Cd)0,02 mg/l
- Sélénium (Se)..... 0,05 mg/l
- CN libres (cyanures).....0,1 mg/l
- sulfures.....0,5 mg/l
- arsenic (As).....0,05 mg/l

Composés traces organiques

- HAP (fluoranthène, benzo (b) fluoranthène, benzo (a) Pyrène).....0,05 mg/l
- P.C.B. (28, 52, 101, 118, 138, 153, 180).....0,05 mg/l

Autres paramètres organiques

- AOX (Halogènes organiquement liés)1 mg/l
- huiles et graisses (SEC)150 mg/l
- hydrocarbures totaux (AFNOR NFT 90114).....10 mg/l
- Indices phénols.....0,03 mg/l
- détergents anioniques10 mg/l
- détergents cationiques3 mg/l

Graisses :

- DCO :25 g/l

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_101
Nature : DE - Deliberations
Objet : Station d'épuration d'AQUAVIVA - Admission, contrôle et traitement des sous-produits d'assainissement générés par les activités de la régie de la Direction Assainissement de la CASA - Convention
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : bbTnLbM

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_101-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_101
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Station d'Ã©puration d'AQUAVIVA - Admission, contrÃ´le et traitement des sous-produits d'assainissement gÃ©nÃ©rÃ©s par les activitÃ©s de la rÃ©gie de la Direction Assainissement de la CASA - Convention
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_101-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_101-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_101-DE-1-1_3.PDF

N